

Compte rendu

A Sciences Po, Sir Nicholas Stern porte la bonne parole

Le Monde, 7 février 2007

Sir Nicholas Stern fait recette. L'économiste britannique, auteur d'un rapport sur les conséquences économiques du réchauffement climatique publié en octobre 2006, a fait salle comble, lundi 5 février, à l'Institut d'études politiques de Paris, où il intervenait dans le cadre d'une conférence organisée par l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) et intitulée "Le défi climatique : une opportunité pour l'Europe ?".

Sous les yeux de Lionel Jospin, installé au premier rang du grand amphithéâtre de Sciences Po, Dominique Perben, ministre des transports et de l'équipement, a ouvert les débats en se prononçant pour la création d'un grand ministère réunissant *"les actuels ministères de l'écologie, des transports, de l'équipement, les services en charge du logement, la délégation interministérielle à l'aménagement et la compétitivité des territoires, et les services en charge de l'énergie du ministère de l'industrie"*.

S'exprimant en français, Nicholas Stern a repris les grandes lignes de son rapport, rappelant que *"réduire aujourd'hui les émissions de gaz à effet de serre représente un coût relativement modeste comparé au coût de l'inaction"*. L'ancien économiste en chef de la Banque mondiale a insisté sur la nécessité de développer des technologies propres et de parvenir notamment à une maîtrise des techniques de capture et de stockage du gaz carbonique.

"On peut mener de pair croissance et lutte contre le réchauffement climatique, a-t-il affirmé. La compétitivité de demain résultera de notre capacité à mettre en place aujourd'hui les infrastructures permettant le passage en douceur aux énergies propres."

Nicholas Stern a insisté sur la nécessité d'associer au processus les Etats-Unis, la Chine et l'Inde, qui n'ont pas signé le protocole de Kyoto. *"Les choses bougent outre-Atlantique sur ce front-là, a-t-il assuré. Si la Chine et l'Inde ne nous font pas confiance, elles ont de bonnes raisons pour cela. Nous devons construire une relation de confiance avec elles et leur montrer que nous sommes prêts à partager nos technologies."*

La tonalité relativement optimiste des propos des intervenants a semblé surprendre une partie du public. *"On n'ira pas dans le mur, on va bifurquer avant"*, a ainsi déclaré Pierre Radanne, expert indépendant. Quant à Pierre-Alain Muet, ancien président délégué du Conseil d'analyse économique, il a estimé que *"la question, ce n'est pas la décroissance, c'est de changer de modèle de croissance économique"*.

Gilles van Kote